



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas portant,
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme,
sur la modification n°5 du plan local d'urbanisme de la
commune d'Oradour-sur-Vayres (Haute-Vienne)**

n°MRAe 2018DKNA103

dossier KPP-2018-n°6016

**Le Président de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
Nouvelle-Aquitaine**

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 et suivants et R. 104-8 et suivants ;

Vu le décret du n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des Missions Régionales d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 14 juin 2016 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence aux membres permanents pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas transmise par la communauté de communes Ouest Limousin, reçue le 24 janvier 2018, par laquelle celle-ci demande à la Mission régionale d'autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion de la modification n°5 du plan local d'urbanisme d'Oradour-sur-Vayres ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé en date du 5 mars 2018 ;

Considérant que la commune d'Oradour-sur-Vayres (1 522 habitants en 2015 sur un territoire de 39,09 km²) a prescrit le 8 septembre 2014 la modification n°5 de son plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 11 juillet 2011 ;

Considérant que la collectivité souhaite permettre la construction d'extensions et d'annexes en zone d'habitat isolé non associé aux exploitations agricoles ;

Considérant que pour atteindre cet objectif, la commune envisage de modifier le règlement des zones agricoles A et naturelles N ;

Considérant que le projet de règlement autorise les extensions d'une superficie inférieure à 30 m² et d'une hauteur inférieure à l'habitation existante ; qu'il autorise les annexes d'une hauteur inférieure à 4 m au faitage, à moins de 30 m de l'habitation existante ;

Considérant que le projet de modification n°5 concerne des terrains déjà aménagés, partiellement artificialisés ; que le dossier concerne environ 10 à 15 habitations ;

Considérant qu'il ressort ni des éléments fournis par le pétitionnaire, ni de l'état des connaissances actuelles, que le projet de modification n°5 du plan local d'urbanisme de la commune d'Oradour-sur-Vayres soit susceptible d'avoir des incidences significatives sur la santé humaine et l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er} :

En application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme, le projet de modification n°5 du plan local d'urbanisme de la commune d'Oradour-sur-Vayres (87) **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme ne dispense pas des autres procédures auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr> .

Fait à Bordeaux, le 19 mars 2018

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine,
son Président



Frédéric DUPIN

Voies et délais de recours

1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale.**

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.

2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :

Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.

Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.